

obtenir entre \$1,500 et \$1,800. Je le déclare au gouvernement, lorsque nous parlons du revenu agricole en ce moment, nous frisons le seuil de la pauvreté.

Durant la dernière campagne agricole, le quota des fermiers n'a été que de quatre ou de cinq boisseaux et, selon toute apparence, leurs livraisons ne seront pas plus considérables cette année. Je l'ai déjà dit à la Chambre et je le répète, nos fermiers ne sauraient subsister avec un quota de cinq boisseaux. Voilà déjà au moins trois ans qu'on nous l'impose, et le jour du règlement de comptes va bientôt sonner. Il le faudra si nous voulons que nos exploitations familiales puissent subsister.

J'appuie la motion présentée à la Chambre par notre parti. On devrait payer aux fermiers ce qu'il leur en coûte pour le grain entreposé dans leurs fermes. Actuellement, on leur demande de reporter d'énormes quantités de grain et ils n'ont rien à voir avec la surabondance actuelle de grain. Il y a d'autres initiatives que le gouvernement pourrait prendre pour venir en aide aux fermiers. Il devrait examiner la possibilité de trouver des moyens d'entreposage outre-mer pour le grain invendu. Il paraît que le grain déjà vendu est le seul que l'on trouve actuellement dans cette position avancée. La plus grande partie du grain est acheminée par Rotterdam ou Tokyo. Il arrive qu'un client exige la livraison rapide, en cinq ou dix jours, de 200,000 boisseaux ou moins. Comme nous n'avons pas de grain invendu dans cette position avancée, nous ne pouvons profiter de ces commandes. Il ne s'agit pas de ventes considérables, je le sais, mais les petites ventes mènent parfois aux grandes et l'on devrait aviser à tous les moyens possibles de vendre plus de grain.

Le gouvernement se doit d'examiner toute notre politique de vente. Quel que soit le point de vue où l'on se place, on constate que nous n'avons pas notre juste part des marchés mondiaux. Je sais que des problèmes analogues se posent à tous les pays producteurs de blé, mais aucun pays n'a perdu plus de marchés que le Canada. Cela ne peut continuer. Non seulement devons-nous enrayer cette baisse dans les ventes, mais encore recouvrer les marchés que nous avons perdus. Lorsque je suis dans mon patelin j'entends les cultivateurs exprimer des doutes sur l'efficacité des ventes de la Commission du blé. Ils veulent bien de la Commission mais, d'après eux, elle est trop lente à réagir à la conjoncture du marché. Il est peut-être temps de remanier un peu son personnel en ne nommant aucun nouveau membre pour plus de cinq ans jusqu'à ce qu'on puisse juger de leur efficacité.

Le gouvernement doit montrer l'exemple et faire face à nos problèmes agricoles. Par l'entremise du ministère de l'Industrie et du Commerce, il devrait organiser une agence spé-

ciale de ventes afin d'aider la Commission du blé à vendre nos excédents de grain. Le gouvernement devrait se concentrer à fond sur la question jusqu'à ce que nous ayons vendu nos excédents et récupéré nos marchés. Que le gouvernement se décide à vendre du blé à tout prix. On a dit que si le Canada avait conservé la tranche du marché mondial du blé, de l'avoine, de l'orge qu'il avait il y a 15 ans, à l'heure actuelle nous n'aurions pas d'excédents de grain.

Tant que le gouvernement n'aura pas récupéré nos marchés du blé, il devra venir en aide aux cultivateurs de l'Ouest sous forme de versements d'appoint pour leur permettre de surmonter la grave situation actuelle. Notre parti les a réclamés plusieurs fois au cours de la session et leur nécessité ne s'est jamais fait plus sentir que maintenant. Les versements d'appoint ne constituent pas une solution à long terme à nos problèmes agricoles mais un versement important permettrait au moins aux cultivateurs d'attendre que le gouvernement présente une politique efficace à long terme. Un gouvernement qui a pris à son compte la dette de l'Expo de l'ordre de \$125 millions de dollars et qui a donné 80 millions à la Ford Motor Co. pourrait certes donner au cultivateur de l'Ouest une petite tranche du gâteau.

Nous avons affirmé qu'il n'y a pas d'autre industrie capable de supporter l'étau coût-prix dans lequel les agriculteurs sont placés depuis dix ans. On n'a jamais si bien exposé cette situation que dans le rapport spécial sur les prix des machines agricoles déposé vendredi à la Chambre. C'est là un exemple typique de la manière dont l'agriculteur a dû vendre sur les marchés mondiaux libres, mais acheter ses machines sur le marché protégé du Canada.

J'ai reçu de nombreuses lettres de mes commettants qui font état de leur inquiétude au sujet des récentes mesures gouvernementales. J'aimerais citer l'une d'elle que m'a envoyée la semaine dernière un agriculteur de ma circonscription. Voici ce qu'il a dit:

L'attitude de l'honorable Otto Lang envers les agriculteurs qui vendent du grain à des prix inférieurs à ceux de la Commission du blé semble révéler qu'il ne comprend absolument rien aux problèmes des agriculteurs de l'Ouest. Personne ne vendrait délibérément son grain à un prix inférieur au prix officiel s'il n'avait pas absolument besoin d'argent. Certes, au lieu d'attaquer les agriculteurs, M. Lang ferait mieux d'employer son énergie à chercher des moyens légitimes, pour les agriculteurs, d'obtenir de l'argent comptant pour leurs produits.

Autre chose: ce n'est pas le moment, pour le gouvernement, de réduire les fonds destinés à la recherche agricole. L'agriculture n'est pas responsable de la tendance inflationniste actuelle et le gouvernement devrait faire tout son possible pour aider les opérations des agriculteurs au lieu de leur rendre la situation plus difficile.